

RUGBY À XV

Les équipes du RCN cartonnent

PAGE 6

NARBONNE

Au jury du Goncourt des lycéens

PAGE 5

Mercredi 22 novembre 2023 • N°325 • Espagne 1,80€ • France 1,30€

L'INDÉPENDANT

NARBONNE

lindependant.fr

Un enfant de 12 ans diffuse une vidéo de décapitation

CARCASSONNE. Un collégien a été entendu avec sa mère hier au commissariat pour avoir montré, depuis Snapchat, une scène d'horreur à d'autres élèves de Jules-Verne. **PAGE 2**

LÉZIGNAN

Le préfet autorise l'abattage des arbres

PAGE 4

PORT-LA NOUVELLE

L'éolien de la mer à la terre

PAGE 8

LÉZIGNAN-CORBIÈRES

Louer, mais à quel prix

PAGE 11

' ÉDITO

Tractations

Les tractations pour la libération des otages israéliens à Gaza se poursuivaient encore ce mardi soir. Israël et le Hamas ne discutent pas directement, bien sûr, et c'est le Qatar qui s'impose comme l'intermédiaire incontournable dans cette affaire où chacun a intérêt, finalement, à un accord. Mais les protagonistes sont-ils pour autant prêts à en payer le prix ? Ils sont en tout cas soumis à une très forte pression. Le Hamas, en premier lieu. Face à une poussée militaire maximale, ses forces ont un besoin urgent de répit. Politiquement, l'organisation terroriste veut se donner une image d'efficacité face à la population palestinienne matraquée par les bombes depuis plus d'un mois. S'il est très difficile de mesurer l'évolution de l'opinion publique gazaouie, elle accueillerait une trêve avec un soulagement dont le Hamas pourrait se saisir pour sa propagande. Tout cela, Israël le sait et redoute plus que tout de devoir perdre l'initiative militaire. À Tel-Aviv, la pression de l'opinion publique pour sauver la vie des otages est très forte. Benjamin Netanyahu, déjà très fragile politiquement, peut-il se permettre de les sacrifier alors que l'intervention de Tsaïra n'a permis, après des semaines de combats, la libération que d'une seule d'entre eux ? Peut-il se permettre, également, de mettre en péril sa riposte ? C'est lui qui joue le plus gros.

Pierre Mathis



PHOTO CLAUDE BOYER

Plusieurs syndicats français, dont Force ouvrière, appellent à la mobilisation dans le sanitaire, le social et le médico-social, afin de défendre l'hôpital public, les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et les acteurs sociaux. Force ouvrière santé Aude dresse un « bilan catastrophique ». **PAGE 2**

SALON DE L'AUTOMOBILE DE NARBONNE

NEUFS & OCCASIONS

samedi et dimanche de 10h à 19h

Restauration sur place

ENTRÉE GRATUITE

PARC DES EXPOSITIONS DU GRAND NARBONNE

25 et 26 Novembre 2023

Midi Libre L'INDÉPENDANT



LIDL
Le vrai prix des bonnes choses

BLACK FRIDAY

PROFITEZ-EN VITE

Retrouvez notre sélection dans ce quotidien et dans nos supermarchés

Pour le syndicat Force ouvrière : « L'hôpital public est en train de crever »

SANTÉ

Plusieurs syndicats français, dont Force ouvrière, appellent à la mobilisation dans le sanitaire, le social et le médico-social, afin de défendre l'hôpital public, les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et les acteurs sociaux. Force ouvrière santé Aude dresse un « bilan catastrophique ».

« Les jeux olympiques 2024 c'est bientôt, mais nous, on les voit tous les jours, tout le monde court partout », regrette Yannick Bonnafous, responsable départemental du syndicat Force Ouvrière (FO) santé de l'Aude et représentant FO à l'hôpital de Limoux. Une mobilisation nationale et intersyndicale s'est tenue en défense à l'hôpital public, aux Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et aux acteurs sociaux. En effet, le gouvernement a dégainé le 49.3 pour faire passer sans amendements et discussions le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui définit les moyens du système de soin. « Et comme chaque année, il y a des économies qui sont faites sur notre dos. En 2023, on était à 1,8 milliard d'euros d'économie, en 2024, ça sera 2 milliards », déclare Yannick Bonnafous. À noter que 24 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés depuis 2020. « Il se peut que des patients attendent pendant sept heures dans un brancard ! Et encore, si ça se passe bien ! » révèle-t-il.

L'hôpital public moins attractif pour les infirmiers, médecins, et radiologues

Parmi les autres problèmes pointés du doigt, la « maltraitance institutionnelle des usagers et des patients ». « Nos collègues plus âgés sont fracassés, et la seule chose qu'on leur propose, c'est l'invalidité. L'hôpital public est en train de crever », déplore le responsable départemental. « Aujourd'hui en France, on tourne autour de 0,6 personnel pour un patient, et

dans l'Aude, 0,42. Il en faudrait un par patient », s'exclame Bruno Izard, représentant FO du centre hospitalier de Carcassonne. Même ambiance – voire pire – dans les Ehpad. « Lors des audits, on nous dit qu'il faudrait 10 minutes de toilette par résident. En réalité, il en faudrait 20, mais nous, on ne parle pas en chiffres, on parle d'humain », glisse Claudine Heyer, représentante FO à l'Ehpad Las fountetos, à Saissac. Et Yannick Bonnafous d'ajouter : « Aujourd'hui, un soignant doit faire 18 toilettes en trois heures, c'est six minutes par résident. Arrivez-vous, en étant autonome, à vous doucher et vous préparer en six minutes ? Alors imaginez eux ». Pour Claudine Heyer, les gens se trompent de cible : « Les Ehpad sont souvent montrés du doigt. On nous accuse de maltraiter les résidents. Mais en réalité, ce sont les institutions qui nous maltraitent nous ».

8 burn-out en 5 ans dans un service narbonnais

À Narbonne aussi, le manque de personnel devient inquiétant. « On manque d'attractivité, d'infirmiers, de médecins, de radiologues... », constate Jean-Pascal Ferrer, représentant FO du centre hospitalier de la ville. Et d'ajouter : « Nos urgences étaient souvent débordées l'été, mais là c'est toute l'année. Dans un hôpital privé, vous avez un compte rendu en deux heures, chez nous c'est 10 jours, par manque de personnel. On doit même fermer des blocs car on n'a plus d'anesthésistes. À l'Ehpad Pech Dalcy, les infirmières sont obligées de travailler 12 heures par jour ».



Certains patients peuvent attendre sept heures sur un brancard avant de se voir attribuer un lit d'hôpital.

PHOTO CLAUDE BOYER

Ces conditions entraînent des arrêts de travail. Au centre hospitalier de Carcassonne, les arrêts maladie représentent entre « 5 et 7 millions d'euros par an, soit près de 140 équivalents temps plein en maladie sur un effectif de 1 800 agents », détaille Bruno Izard. À Narbonne, même schéma : « Dans un service dont je tairai le nom, on est à huit burn-out sur cinq ans ». Certains finissent même par quitter le navire, voire ne jamais vouloir y entrer. « À l'Ehpad des Berges de l'Aude, il y a eu 30 cadres en 6 ans. Les gens ne veulent plus travailler, ils foutent le camp ! », déplore Bruno Izard. Face à cette situation, la multiplication des faisant-fonction. « À défaut de trouver des aides soignants, nous prenons des jeunes qui font ASH (agente de services hospitaliers) en faisant-fonction. On les forme, et quand ils voient nos conditions de travail, ils partent »,

souligne Nelly Lacombe, représentante FO de l'hôpital de Castelnaudary. Et sa collègue Marie-Lise Bassand de renchérir : « Moi je suis dans

un service à domicile et je vous le confirme, on n'arrive pas à recruter. Plus personne ne veut travailler ».

Valentine Gaxieu

La volonté d'une cinquième branche de la Sécurité sociale

Parmi les exigences du syndicat face à la « situation dramatique des hôpitaux », la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale pour la prise en charge de la dépendance. « Il y a plus de maintiens à domicile qu'avant. Désormais, lorsque les personnes âgées intègrent ces établissements, elles sont dépendantes. Et le temps à passer avec elles n'est pas le même que les personnes valides », souligne Stéphane Leroy, secrétaire FO de Lézignan.

Une journée de solidarité envers les personnes âgées et handicapées a été créée en 2004, destinée à financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap. « Mais ce fonds a servi pour la reconstruction d'établissements, majoritairement privés, et non pas pour assurer de meilleures conditions aux usagers », affirme Bruno Izard. « Nous n'attaquons pas le privé, mais nos missions ne sont pas les mêmes, nous ne cherchons pas du bénéfice ».

Entraide

GRDF s'engage aux côtés de la Banque alimentaire

À quelques jours de la collecte nationale de la Banque Alimentaire, qui se tiendra du 24 au 26 novembre, le gestionnaire du réseau de distribution de gaz pour les professionnels Gaz réseau distribution France (GRDF) a poursuivi son action auprès de l'antenne audoise du réseau alimentaire. Le directeur territorial GRDF de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, Claude Bompard, a signé une convention de partenariat avec Bernard Bonnes, président de la Banque alimentaire de l'Aude, à Carcassonne. L'occasion de réaffirmer leur volonté commune de s'engager auprès des plus démunis. Cette convention se traduit par un soutien financier et matériel, mais également par la mobilisation des salariés de GRDF afin qu'ils participent localement en tant que bénévoles à la grande collecte. « Dans le contexte actuel, où de plus en plus de personnes sont touchées par la précarité alimentaire, il nous semble essentiel de poursuivre ce partenariat qui s'inscrit pleinement dans nos valeurs communes de proximité, de solidarité, et d'engagement », déclare Claude Bompard. Pour rappel, les Banques alimentaires préparent des denrées pour des associations selon le monde d'accompagnement alimentaire de chacune d'entre elles (repas complets, paniers...). Elles les distribuent à un réseau de plus de 6 000 associations et Centres communaux d'action sociale (CCAS) par le biais de différents formats de redistribution. **V. G.**



Obsèques, autoroutes : les propositions « consensuelles » de Christophe Barthès

POLITIQUE

Le député RN de la 1^{re} circonscription audoise propose d'abaisser la taxe sur la valeur ajoutée sur les frais d'obsèques et d'obliger les concessionnaires d'autoroute à élargir le débroussaillage aux bords des autoroutes en prévention des feux de forêt.

Christophe Barthès vient de déposer deux propositions de loi, qui seront examinées lors d'une niche parlementaire du Rassemblement national ou quand l'ordre du jour le permettra. Deux propositions de texte « consensuelles pour améliorer le quotidien des Français » et qui « devraient être acceptées par tous les bords politiques de l'assemblée, je ne vois pas qui pourrait s'y opposer », remarque le député RN. Avant d'ajouter « on est à jeun que la France insoumise ait voté une loi que nous avons proposée ». La première proposition concerne l'abaissement de la taxe de la valeur ajoutée sur les frais d'obsèques. « Il s'agirait de

baisser la TVA de 20 à 5,5 %. Cela permettrait d'accompagner les familles dans le deuil mais aussi de faciliter les dépenses qu'il impose. Et elles auront la possibilité de choisir des meilleures prestations avec des services plus complets plutôt que de se tourner vers des alternatives moins coûteuses. Et ceci aurait pour conséquence de stimuler l'économie du secteur des pompes funèbres, et ouvrirait sur des créations d'emploi dans le secteur », détaille Christophe Barthès. L'autre proposition de loi vise à obliger les concessionnaires d'autoroutes à élargir le débroussaillage aux bords des autoroutes. « Aujourd'hui le maximum



Christophe Barthès a présenté les deux propositions de loi.

C. BOYER

de 20 mètres d'obligation de débroussaillage est dérisoire et mal adapté aux risques que présentent les autoroutes dans la propagation des feux de forêt. Notamment dans l'Aude qui connaît une sécheresse importante et un risque élevé. Quand on sait que les propriétaires privés doivent, débroussailler jusqu'à 50 mètres aux abords de leur habi-

tation ou de leur construction, même s'ils ne sont pas propriétaires du terrain autour. C'est injuste. Et qu'on ne vienne pas me raconter que les concessionnaires comme Vinci n'ont pas les moyens. Cette mesure réduira considérablement le risque incendie, en créant une zone tampon plus large. »

Christophe Parra